

GRATUIT

FACTOTUM

des idées, des jeunes, des femmes et

des mémés qui aiment la castagne

MAI 2014 /// N° 180

RÉBUS DU MOIS



Centre d'Etude
de Langues

CCI BAYONNE
PAYS BASQUE

Profitez de l'été pour pratiquer l'Anglais ou l'Espagnol
Nos intensifs d'été, votre atout réussite

Ateliers de conversation et de rédaction
Tous niveaux, étudiants et adultes



05.59.46.58.16/www.bayonne.cci.fr/former-mes-collaborateurs

5 sessions au choix (30 heures sur 2 semaines)

- 23 juin au 4 juillet
- 7 au 18 juillet
- 21 juillet au 1er août
- 4 au 14 août
- 18 au 29 août

225€/pers., prix duo 200€/pers.

Rdv au CEL - 50/51 allées Marines à Bayonne



INTERVIEW

"EN CONDAMNANT LANNEMEZAN, NOTRE P-DG CONDAMNE SA SOCIÉTÉ !"

C'est le court terme qui conduit la stratégie des multinationales, une fois de plus, les salariés de Carbone Savoie et ex-Péchniney en font les frais. Pourtant, les solutions existent pour maintenir l'emploi local et l'entreprise sur les marchés, mais il semblerait que l'intérêt du groupe soit ailleurs.

En février dernier, Carbone Savoie – filiale du géant Rio Tinto, spécialisée dans la production de produits cathodés pour l'industrie de l'aluminium - annonçait la suppression de 83,5 postes, dont 60 à Lannemezan (Hautes-Pyrénées). Les salariés pyrénéens ne comprennent pas et résistent en proposant des solutions. Fréquence Luz et Factotum ont retrouvé Paul Rousse - élu au Comité d'entreprise de Lannemezan, au Comité d'entreprise France et au Comité européen Rio Tinto - et l'interrogent sur l'avenir très incertain du site. En 2013, Rio Tinto a réalisé 10,5 milliards de chiffre d'affaires, et supprimé dans un même temps 4000 emplois dans le monde.

Fréquence Luz: Paul Rousse, quel est l'histoire de Carbone Savoie à Lannemezan ?

Paul Rousse: Carbone Savoie est arrivée à Lannemezan en 2008, suite à la fermeture de Péchniney, avec un besoin impératif de se développer. Il se trouve que nous avions un outil qui correspondait à ce besoin, à savoir un four à cuire avec une capacité de 10 000 tonnes, auquel s'est ajouté un atelier d'usinage – 20 millions d'investissement au total réalisé par le groupe Rio Tinto!

Factotum: Quelles furent les premières réactions du personnel, suite à l'annonce de fermeture du site ?

La surprise et la stupeur, car personne n'imaginait un tel scénario! Nous étions persuadés que le site était appelé à se développer, en termes de capacité de cuisson et d'usinage. Depuis 2008, nous avions une augmentation constante des volumes et malgré leur diminution en 2012 et 2013, ils restaient suffisants pour permettre le fonctionnement du site. Par contre, le site de Notre-Dame de Briçon accuse une baisse très nette de ses volumes et notre P-DG a jugé indispensable la «restructuration préventive» de la société en y transférant notre production, imaginant que la situation n'était pas conjoncturelle, mais structurelle. Carbone Savoie est liée au marché de l'aluminium... nous savons que ce marché est cyclique et que demain (2015 ou 2016) ce marché repartira. Carbone Savoie aura donc besoin de tous ses sites.

"Le marché de l'aluminium repartira, il faut être présent pour répondre au besoin !"

Entre-temps, la direction de Rio Tinto annonçait plus de 10 milliards de dollars de bénéfices – en hausse de 10 % par rapport à 2012...

Sur les 5 dernières années, la seule filiale Carbone Savoie a dégagé 52 millions d'euros de bénéfices (3 millions pour cette année, malgré les difficultés). Plus anecdotique... le P-DG du groupe Rio Tinto, Sam Walsh, compte tenu du bon travail effectué (il a réussi à économiser 2 milliards et demi sur le dos de 4000 personnes licenciées), s'est octroyé cette année une augmentation de 44% (salaire annuel de 10,9 millions d'euros!)

Un rapport d'expert sera rendu le 5 mai. Le personnel est-il informé de l'évolution de la procédure ?

Oui, bien sûr. La procédure est très encadrée, avec une expertise économique et industrielle. Quelles que soient ses conclusions, nous entrerons ensuite dans la phase de négociations du plan social.

Les sites industriels sont dépendants de multinationales, dont les profits et les centres de décision sont basés à l'étranger. Quelle est la marge de manoeuvre des syndicats, ou des élus qui vous soutiennent ?

En effet, ça devient de plus en plus compliqué. Le pouvoir décisionnel est à Londres, Brisbane en Australie ou Montréal... et je ne suis pas persuadé que la préoccupation du groupe soit de développer l'emploi sur le plateau de Lannemezan. Notre P-DG nous a envoyé des vœux de bonne année en expliquant que tous les matins, il se levait avec une seule obsession, celle d'accroître la part reversée à ses actionnaires... Et de rajouter qu'il n'en avait pas honte. Néanmoins, nous – syndicats, pouvoirs publics, élus – avons réussi à maintenir l'emploi industriel à Lannemezan et espérons que ça continuera.

Le projet de loi interdisant les licenciements boursiers a été rejeté. Qu'en pensez-vous ?

Il faut pourtant que cette loi arrive vite. Une société qui dégage 52 millions de bénéfices et un groupe qui en dégage 13 milliards, tout en licenciant... il y a de quoi se poser des questions.

En février dernier, le P-DG de Carbone Savoie et le directeur du site ont été «retenus» par le personnel. Cette situation a-t-elle permis d'autres échanges entre vous ?

Le personnel souhaitait entamer un dialogue en demandant à la direction de réfléchir à d'autres alternatives. Nous avons été déçus, face au refus d'entamer tout dialogue. Muré dans son silence, le directeur nous a dit que les décisions étaient prises et qu'elles n'évolueraient plus. Mais en condamnant Lannemezan, le P-DG condamne la société Carbone Savoie.

Aujourd'hui, comment ça se passe pour les 60 salariés et leurs familles ?

C'est très compliqué. Pour certains, c'est leur quatrième licenciement au sein du même groupe, avec les déplacements successifs et la déception qui vont avec. Mais c'est aussi très compliqué pour les jeunes, qui n'avaient jamais eu d'emploi stable et pouvaient désormais faire des projets.

Quel est le projet alternatif sur lequel travaille l'intersyndicale ?

La direction souhaite rationaliser les coûts en déplaçant la production à Notre-Dame de Briçon, qui accuse de fortes baisses de volumes. Nous proposons d'envoyer notre production d'usinage au site de Notre-Dame de Briçon et de mettre l'atelier en sommeil en attendant des jours meilleurs. Par contre, nous réclamons le maintien du four, car il est nécessaire à la société Carbone Savoie, de plus en plus de gens en ont sont conscients. Mr Faure, notre P-DG, prévoit que le site de Vénissieux absorbe notre capacité de cuisson en raccourcissant les temps de cuisson, mais les essais à ce sujet ont toujours été infructueux, il y aura surcharge de travail et les fours de Vénissieux sont obsolètes. De plus, le site de Lannemezan est le seul à proposer le foncier qui permettra d'accompagner le développement futur et obligatoire de Carbone Savoie. Ce que nous défendons, c'est de faire le dos rond en laissant passer les coups, mais d'être présents quand le rebond économique sera là.

Propos recueillis par Nathalie Barbeau et Florence Vergély



Retrouvez l'intégralité de l'interview en podcast sur : www.frequenceluz.com !!



Le tissu industriel français a connu des jours meilleurs, c'est ce qui ressort du rapport annuel du Conseil national de l'industrie. En 2013, il a perdu 61 900 emplois (dont 13 300 emplois intérimaires), 4736 entreprises ont disparu et son investissement a chuté de 7% - il était encore à + 9% en 2012! A Lannemezan, 60 salariés fabriquent des cathodes destinées à l'industrie de l'aluminium, dans une entreprise – Carbone Savoie, filiale du géant anglo-australien Rio Tinto Alcan – installée en 2008 sur l'ancien site de Péchniney. Alors que l'entreprise est rentable, l'arrêt du site devrait se faire progressivement courant 2014 et ses activités rapatriées sur le site historique de Carbone Savoie à Notre-Dame de Briçon La Léchère, en Savoie, et à Vénissieux, dans le Rhône. Localement, les élus soutiennent les salariés: «Comment expliquer qu'en 5 ans et un investissement de plus de 15 millions d'euros, la stratégie d'entreprise ait pu connaître un tel revirement? Carbone Savoie, et plus largement le groupe RTA, a une responsabilité économique, sociale et environnementale sur le territoire. Les élus locaux exerceront leur vigilance totale sur les choix et les actions de l'entreprise dans les semaines qui viennent, c'est l'avenir de 60 familles qui est en jeu!» Communiqué de la sénatrice des Hautes-Pyrénées Josette Durrieu et de Bernard Plano, maire de Lannemezan.



RIDEABAR ARRIVE DANS VOS STATIONS!

Les saisonniers sont confrontés aux problèmes de logement et au coût de la vie dans les stations, mais aussi à la fragilité du lien social. Rideabar leur propose des solutions concrètes et soutient le projet d'une Maison des saisonniers.

En France, les deux secteurs les plus marqués par la saisonnalité sont l'agriculture et le tourisme, qui emploieraient respectivement 850 000 et 420 000 saisonniers chaque année. Et la saison, ici on connaît. Main d'oeuvre adaptable et mouvante, les travailleurs saisonniers sont irremplaçables mais on ne les entend pas... ou si peu. Car ils sont parfois très jeunes, souvent isolés et précaires. Les Pyrénées ont pris du retard et la situation sociale des saisonniers n'a jamais vraiment attiré l'attention des collectivités... jusqu'à aujourd'hui. La saison leur est pourtant vitale et représente pour certains un vrai choix de vie, alors il convient de l'accompagner par certains dispositifs, prenant non seulement en compte l'aspect sécurisation du parcours professionnel, mais aussi logement, loisirs et protection sociale. Rideabar – la communauté des saisonniers – a décidé de prendre les choses en main et grandit sur une nécessité, tout en contribuant à l'animation des stations – à noter que la clientèle est en demande et que l'association est une réelle plus-value pour les stations, souvent en carence d'animations festives... l'après-ski, ce n'est pas ce que la raclette au coin d'un feu! Factotum lui tire son coup de chapeau, car non contents de répondre à des besoins, ses bénévoles n'ont pas peur d'entreprendre pour défendre une catégorie socio-professionnelle qui par essence, n'a pas vraiment le temps, ni les moyens de se structurer.

Florence Vergély

ENTRETIEN À CAUTERETS AVEC JOFFREY MORAND, PRÉSIDENT DE RIDEABAR

Factotum: Joffrey Morand, rappelez-nous l'objectif de Rideabar...

Joffrey Morand: Rideabar a pour but de créer un réseau favorisant l'entraide entre les saisonniers du grand Sud-Ouest - en station de ski l'hiver et en bord d'océan l'été – et de faciliter la recherche d'emploi et de logement en répertoriant sur une liste un certain nombre d'employeurs et de propriétaires, mais aussi des centres de loisirs, des commerces, tous partenaires. Nous organisons également des événements sportifs, culturels et festifs pour dynamiser les stations et resserrer les liens humains entre les saisonniers, les locaux et les touristes.

Il semblerait que Rideabar poursuive sur sa lancée... Quelle évolution depuis sa création en 2011 à Cauterets ?

La partie événementielle a bien avancé, mais le projet social manque de moyens humains, nous sommes tous bénévoles! Rideabar est aujourd'hui implantée à Cauterets, Luz Saint-Sauveur et Barèges et regroupe près de 130 adhérents. En 2014, nous étendons notre action à Peyragudes, Saint-Lary et Piau, Gourette, Laruns, Artouste et La Pierre Saint-Martin. L'objectif en 2015 est de proposer un listing valable en vallée des Gaves, vallées d'Aure et d'Ossun. Autre grand projet, la création d'une Maison des Saisonniers, comme il en existe dans les Alpes, un centre-ressource ouvert à tous les saisonniers pour l'emploi, la formation, le logement, la santé et la protection sociale.



ADHÉREZ À RIDEABAR !

En adhérant à l'association, vous contribuez à faire vivre l'association, à financer les actions locales telles que la recherche de logements et d'employeurs, et à développer l'association dans d'autres stations. Mais vous recevez également la carte Rideabar, qui vous donne droit à des réductions dans plus de 250 enseignes.

La carte Rideabar est proposée aux saisonniers à 10 euros. Elle est valable de décembre à décembre à Cauterets, Luz Saint-Sauveur, Barèges mais aussi sur le Bassin d'Arcachon, Biscarosse, Vieux Boucau et Mimizan (... et dans d'autres stations pour les saisons prochaines!) Elle propose un accès à des tarifs préférentiels dans certains commerces, centres de loisirs ou culturels des stations et tous les partenaires – commerces, centres de loisirs, employeurs, propriétaires – sont référencés dans un listing distribué avec la carte et accessible sur le site web de Rideabar www.rideabar.com

ASSOCIATION RIDEABAR

06.87.47.72.04 // www.rideabar.com

Facebook Rideabar // Facebook Ridub'Art Events

Avez-vous un soutien politique ?

Le maire de Pierrefitte-Nestalas, Noël Peirera, est très actif et prêt à nous trouver un local pour une Maison des saisonniers à Pierrefitte, au carrefour des vallées. En octobre 2013, nous y avons conjointement organisé le Forum de l'emploi des saisonniers avec Pôleemploi et la MCEF de Lourdes, et le 25 janvier dernier, Rideabar a organisé son premier festival, à la fois social et festif. Nous faisons nos preuves alors oui, nous espérons le soutien économique des collectivités... après les élections municipales. La grosse difficulté est justement notre saisonnalité: nous changeons de région tous les 6 mois et renouvelons régulièrement l'équipe de bénévoles.

Et après Rideabar, voici donc aussi Ridub'Art Events !

Ridub'Art Events, c'est la partie événementielle. Son principe est simple: nous devenons prestataires en proposant aux stations de ski pyrénéennes des événements sportifs et festifs. A Cauterets cette année – en partenariat avec Espace Cauterets et Les Bains du Rocher – nous avons proposé les Grum Party Mix (sonorisation en restaurant d'altitude) et les Nocturnes Zik and Swim aux Bains du Rocher (sonorisation du spa avec Dj, jeux gonflables, feux d'artifice – à consulter sur facebook Ridub'Arts Events et www.blog.cauterets.com/zik-swim-aux-bains-du-rocher/). Ces soirées réunissent les saisonniers, mais aussi un public très varié qui demande à se détendre et à s'amuser après sa journée de ski. Nous allons démarcher les stations et proposerons dès l'hiver prochain des formules étudiantes «Winter Break» avec du ski, de la balnéo et du festif.

Où peut-on retrouver Rideabar l'été prochain ?

Le siège est à Arcachon et l'association sera présente à Biscarosse, Mimizan et Vieux Boucau mais d'ici là, nous fêterons la fin de la saison de ski à Cauterets le samedi 19 avril toute la journée et en soirée. La carte d'adhérent est valable toute l'année, en station balnéaire et en station de ski. Nous invitons bien sûr tous les saisonniers à nous rejoindre!

Propos recueillis par Florence Vergély

SPÉCIAL ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2014

500 MILLIONS D'ÉLECTEURS EUROPÉENS... ET MOI ET MOI ET MOI?!

C'est souvent l'abstention qui tient le premier rôle – 56,6 % en moyenne dans l'Union européenne en 2009. Désintérêt des citoyens ou défaut volontaire de communication de la part des gouvernances européennes? Le 25 mai, nous éirons dans le Sud-Ouest 10 eurodéputés, qui participeront à construire une Europe, ou une autre.

C'est reparti pour un scrutin dont les enjeux, à défaut de nous faire sauter au plafond, influenceront pour ces prochaines années l'orientation politique de l'Union. D'où la nécessité de se pencher un temps soit peu sur le rôle des institutions européennes et sur l'impact que ces élections ont déjà sur le quotidien de millions de citoyens européens. Rouleau compresseur et maquis bureaucratique pour les uns, élément pacificateur et force de frappe économique pour les autres, l'Europe est encore cette chose abstraite et supérieure, utopique et pourtant contraignante. Quelles sont les raisons de penser que l'Europe soit une chance pour ses peuples, ou que la construction européenne est avant tout monétaire et favorable aux puissances financières, au dépend même du progrès social et de la diversité culturelle? Les élections européennes ont au moins ce mérite: celui de regarder un peu plus loin que nos guerres de clochers et d'espérer que l'Europe, à défaut de penser qu'elle soit encore un modèle pour le monde, est une aventure démocratique sans précédent, à laquelle tout citoyen européen est associé.

Elections européennes, quand et comment ?

Les prochaines élections européennes se dérouleront du 22 au 25 mai 2014 dans les 28 Etats membres de l'Union européenne. En France, on votera le 24 mai dans les départements d'Outre-mer et le 25 mai dans les autres départements, pour élire au suffrage universel direct les députés qui nous représenteront, au sein du Parlement européen, jusqu'en 2019.

Qui sont les candidats dans la circonscription Sud-Ouest ?

La circonscription Sud-Ouest regroupe les régions Aquitaine, Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées et 10 sièges sont à pourvoir au Parlement européen. Les têtes de liste sont Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche), José Bové (EELV), Virginie Rozière (PS-PRG), Robert Rochefort (Alternative), Michèle Alliot-Marie (UMP) et Louis Alliot (FN). Les listes paritaires sont composées de 20 personnes, 10 candidats et 10 suppléants.

Combien d'eurodéputés au Parlement européen ?

Avec les élargissements successifs de l'Union européenne, le nombre de députés européens n'a cessé d'augmenter de manière proportionnelle à la taille de la population des Etats. Toutefois, pour réduire les écarts de représentation entre les «grands» et les «petits», les parlementaires européens ne représentent pas le même nombre d'électeurs en fonction du pays où ils ont été élus (un député pour 82 500 habitants à Malte, contre un député pour près de 829 000 habitants en Allemagne). Le 25 mai prochain, les Français éliront leurs 74 eurodéputés, répartis en 8 circonscriptions (10 dans la région Sud-Ouest).

Où siège le Parlement européen ?

Un député européen, ça bouge beaucoup: à Strasbourg, le Parlement se réunit en séances plénières, 12 fois par an (4 jours par session). Le député s'exprime comme rapporteur de la commission dont il est membre, au nom de son groupe politique ou à titre personnel. A Bruxelles, les députés examinent les projets de directives et de règlements proposés par la Commission européenne. (2 jours, 6 fois par an). C'est également à Bruxelles que se réunissent les commissions parlementaires deux semaines par mois et que le député travaille avec son groupe politique. Enfin, le secrétariat général du Parlement et ses services se situent... à Luxembourg.

Combien un eurodéputé gagne-t-il ?

Les eurodéputés ne touchent pas un salaire, mais une indemnité prélevée sur le budget du Parlement européen. Depuis 2009, tous les eurodéputés touchent la même indemnité, soit 6200 euros nets par mois, à laquelle s'ajoutent 4299 euros bruts (indemnité de frais généraux) et 304 euros par jour de présence (indemnité journalière de subsistance). L'indemnité de frais généraux, couvrant les frais de bureau, de téléphone ou de déplacement est réduite de moitié pour les députés qui, sans raison valable (!) n'assistent pas à la moitié des séances plénières d'une année parlementaire.

Qu'est-ce qu'un groupe parlementaire ?

Le système de groupe politique au sein du Parlement européen est très spécifique. Plutôt que de se référer uniquement aux intérêts nationaux, les députés européens sont invités à se regrouper dans des formations plurinationales d'intérêts communs. Sur les 766 eurodéputés, 737 sont répartis en 7 groupes politiques.

Qu'est-ce que le droit de pétition ?

Le Parlement européen est habilité à recevoir les pétitions individuelles ou collectives des citoyens européens. Ces pétitions doivent relever des compétences de l'Union européenne et peuvent prendre la forme de demandes, observations ou plaintes. En 2012, le Parlement européen a reçu 1986 pétitions.

Quels sont les pouvoirs du Parlement européen ?

Seule institution de l'Union européenne élue directement par les citoyens, le Parlement européen exerce 3 compétences fondamentales: législative – la PLO (Procédure législative ordinaire) prévoit que les propositions de textes élaborées par la Commission européenne doivent être votées en termes identiques par le Parlement et le Conseil de l'Union européenne pour être adoptées ; budgétaire et de contrôle des autres institutions européennes.

POUR EN SAVOIR PLUS :

L'Europe pour les nuls – 2ème édition – Sylvie Goulard

Vivre en Europe, philosophie, politique et science aujourd'hui – Sous la direction de Bertrand Ogilvie, Diogo Sardinha, Frieder Otto Wolf Editions l'Harmattan

Manifeste européen, 33 propositions pour une Europe sociale, alternative et écologique, Mouvement Utopia – L'Esprit frappeur

Intime conviction – Bernard Guetta – Ed. du Seuil

www.construireurope.com

www.europarl.europa.eu

www.elections-europeennes.robert-schuman.eu

ACCENTS DU SUD

Quel rapport entre le groupe languedocien Du Bartàs et l'Union européenne, me direz-vous? Aucun a priori, si ce n'est la (prochaine?) ratification, par l'Etat français, de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires...

...L'occasion de questionner le groupe sur la relation délicate entre une nation et ses particularismes et sur l'attachement de millions de locuteurs – qu'ils soient Basques, Alsaciens, Flamands ou Occitans – pour la culture d'un territoire délimité par une façon de s'exprimer et de vivre. Né en 2001 dans le Minervois, Du Bartàs – Laurent, Abdel, Sylvain, Titouan, Jocelyn et Clément - colporte une musique voyageuse et chante la magie d'une langue. Et ce soir-là, ils ont attiré la foule à Bagnères de Bigorre - Oc Partie, concert organisé par le Cartel Bigourdan à l'AlamZic. Preuve en est que tout le monde s'accorde sur ce point, la musique réussit là où les histoires divisent.

Factotum: Pourquoi Du Bartàs ? Une affection particulière pour le poète gascon ?

Laurent (chant, accordéon et percussions): Pas du tout, nous avons appris l'existence du poète après la création du groupe! Bartàs veut dire chez nous «broussaille», c'est un terme très employé dès lors que l'on sort d'un chemin, en balade.

Comment est né votre intérêt pour l'occitan ?

Jocelyn (chant, cuatro): Nous aimons les musiques populaires du monde entier, et nous nous sommes demandés quelle était la culture qui était sous nos pieds. S'est alors posée la question de la langue, l'occitan, qui est une langue à part entière. Nous avons décidé de nous réunir à cinq pour fabriquer une musique de chez nous, mêlée aux influences méditerranéennes.

Laurent: Nous avons cinq histoires différentes dans notre rapport à la langue. Clément a grandi en Provence et ses parents savent parler l'occitan, Titouan a grandi dans le Minervois avec des parents néo-ruraux et a commencé à le parler à l'apéro avec des étudiants en occitan à la fac de Montpellier. Jocelyn est né ici et appris la langue en même temps qu'il apprit à chanter, Abdel est d'une famille marocaine, né à Narbonne et curieux de découvrir la culture occitane. Quant à moi, j'ai entendu ma grand-mère parler mais il a fallu que j'entame toute une démarche de réapprentissage. Et en prenant de l'expérience, en croisant des musiques et en rencontrant des occitanistes, une question pointe régulièrement: nous aurait-on caché quelque chose?

Vos concerts attirent un public de tout âge, mais quelle est la réaction des plus anciens quand vous leur dites que vous chantez en occitan ?

Titouan (chant, tambourito): Personnellement, je n'ai jamais observé de réaction «type»de la part de personnes dont l'occitan est la langue maternelle. Par contre, il y a une réaction quand on va vers elles en parlant l'occitan. Elles nous disent alors qu'elles ne parlent pas occitan... mais patois. On leur a foutu dans le crâne que c'était du patois – patois veut dire «à qui il manque une patte» - les plus âgés ont donc l'impression de parler un dialecte, et non une langue à part entière... c'est très étonnant.

Laurent: J'ai une autre vision après avoir fait du collectage, auprès des anciens des pays audois. J'ai vu des gens «retrouver» la parole, une vraie parole... j'ai vraiment la sensation qu'on leur a «arraché» la langue. J'ai eu la chance de rencontrer des personnes qui m'ont dit: mais moi, j'ai appris le français à 6 ans en allant à l'école! Il y a en France des millions de personnes ayant vécu la même horreur, il s'agit là d'un véritable traumatisme collectif, dont on ne pourra jamais évaluer l'impact.

Pourquoi, au regard des autres pays européens, un tel retard de la France dans la reconnaissance des langues minoritaires ?

Titouan: Le seul fait de les appeler «minoritaires» renvoie au centralisme parisien et à l'histoire française. Ces langues ont été minorisées, ce n'est pas la même chose.

Laurent: Le nationalisme français est vraiment très fort, avec toute la mythologie qui va avec, ses «2000» ans d'histoire. Mais 2000 ans d'histoire de quoi? Aux dernières élections présidentielles, j'ai constaté qu'il n'y avait pas un seul candidat, y compris chez les Verts, qui ne puisse s'empêcher de clamer toute la gloire de la France... la République, une et indivisible.

Jocelyn: Le France existe au moins depuis François 1er et les peuples occitanophones font partie culturellement et politiquement de cet Etat, c'est aussi notre héritage. Avec Du

Bartàs, on ne l'occulte pas et le français est notre langue maternelle. Quant à l'Europe... nous avons une chanson pour illustrer le fait que le petit se fasse- ou se laisse - manger par le plus gros. Et politiquement, on est dans ce mouvement: des petites cultures qui se font manger par un Etat, et un Etat qui se fait absorber par un continent, etc..On s'amuse à le chanter, en regardant les choses depuis chez nous.

Titouan: L'Europe me fait doucement rire. Maintenant, on est Européen, mais je me sens plus proche du Maroc... que de la Norvège. Après le nationalisme français, on est sur le supra-nationalisme européen, qui n'a, jusqu'à présent, jamais réglé le problème autour des langues de chez nous... au contraire.

La langue occitane évolue-t-elle ?

Rires... et rires...

Laurent: Bien sûr, comme toutes les langues vivantes! Il y a un Conseil de la langue occitane, qui valide les mots nouveaux, des écoles occitanes – les Calandretas – et des classes d'occitan dans l'enseignement public. C'est une langue en «reconquête», avec un souci d'apprentissage... et donc de normalisation. Malheureusement, quand on gagne en compréhension mutuelle, on perd en musicalité et en couleurs.

Propos recueillis par Florence Vergély

Retrouvez Du Bartàs et son nouvel album Tant que vira... sur: www.sirventes.com

UNE EUROPE ET DES LANGUES

En 1999, la France signait la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires. Le 28 janvier dernier, une proposition de loi constitutionnelle était adoptée par l'Assemblée nationale, visant à ratifier la Charte et à gommer une «exception française».

La Charte européenne des langues régionales ou minoritaires est une initiative du Conseil de l'Europe. Son objectif est essentiellement d'ordre culturel et vise à protéger les langues régionales ou minoritaires en tant que «aspect menacé du patrimoine culturel européen» et à favoriser «leur emploi dans la vie publique et privée». En la ratifiant, les Etats membres s'engagent à respecter toutes les langues existant sur leur territoire et à assurer, dans la mesure du possible, l'emploi de ces langues dans l'enseignement, les médias, la vie juridique, administrative, économique et culturelle. La Charte précise par ailleurs que les langues régionales ou minoritaires n'ont pas vocation à concurrencer ou à remplacer l'usage des langues officielles. Son approche est interculturelle et plurilingue.

Une exception française

La France et Malte n'ont jamais ratifié la Charte. Malgré les promesses électorales du candidat Sarkozy, Xavier North – délégué général à la langue française et aux langues de France - justifie en février 2010 la position du gouvernement dans les colonnes de l'Express: «L'arsenal juridique sur le sujet étant déjà très riche, une nouvelle loi sur les langues régionales n'est pas forcément nécessaire. Accorder des droits à une langue supposerait évidemment de les étendre à toutes, ce qui porterait atteinte à l'indivisibilité de la République et à l'unicité du peuple français.» Un quinquennat plus tard, la ministre de la Culture Aurélie Filipetti crée en mars 2013 le Comité consultatif pour la promotion des langues régionales et de la pluralité interne, dont les conclusions rapportent que «l'usage des langues régionales serait en constante diminution».

En janvier dernier, 361 députés contre 149 se sont prononcés en faveur d'une proposition de loi, qui permettra un changement de la Constitution, étape obligatoire avant de ratifier la Charte. Si la majorité des trois cinquièmes est atteinte au Sénat, le gouvernement français proposera alors lui-même un projet de loi rendant les articles 1 à 3 de la Constitution compatibles avec la Charte, engageant la France dans une libération des pratiques au sein de son administration , de l'Education nationale ou des médias, sans oublier d'ajouter que «la langue de la République est le français et elle ne partagera jamais son officialité avec les langues régionales» (Aurélie Filipetti à l'antenne de France 3 Bretagne).



L'EUROPE ET L'AGRICULTURE

L'agriculture est le secteur économique dans lequel l'intégration européenne fut la plus poussée (la Politique Agricole Commune représente 40% du budget de l'Union européenne), avec des modèles variés du nord au sud et une superficie variable selon les États: de 7% du territoire en Finlande et en Suède, à plus de 60% en Irlande ou Hongrie. La France est la première puissance agricole européenne, avec près de 20% de la production totale des 28 États membres, mais elle ne cesse de perdre du poids. A quelques jours des élections européennes, Factotum est allé rencontrer ceux qui vivent au quotidien une agriculture en lien direct avec la construction européenne et le marché mondial. Paysans ou élus syndicaux, entretien avec Jean-Louis Cazaubon (président de la Chambre d'Agriculture Midi-Pyrénées) et Samuel Marguet et Michel Bibrion (éleveurs et producteurs de fromage – Confédération paysanne 65).



Jean-Louis Cazaubon, Chambre d'Agriculture Midi-Pyrénées

Factotum: Jean-Louis Cazaubon, vous partez à Bruxelles dans quelques jours. Vous connaissez bien l'Europe, pouvez-vous en parler ?

Jean-Louis Cazaubon: Je ne peux en parler que du point de vue de l'agriculture. L'Europe se construit en présence d'un nombre impressionnant de lobbyistes et chacun défend ses intérêts. Au niveau du développement rural, on ne compte pas moins de 80 personnes par groupe qui parlent 5 ou 6 langues différentes. L'Europe est assez jeune et son mode de gouvernance devra vraisemblablement évoluer. Ses réglementations peuvent paraître pesantes mais je me demande ce que serait la France si elle était isolée.

Les enjeux de développement agricole sont nombreux: une alimentation saine, diversifiée et accessible, des territoires aux potentiels agricoles préservés, une agriculture intégrée dans la lutte contre le réchauffement climatique et le développement des énergies renouvelables. Dans quelle mesure ces objectifs sont-ils réalisables, alors que se dessine le Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TAFTA) ?

Le marché européen est en effet très convoité, car il est solvable. Les États Unis et l'Europe sont deux gros producteurs de produits agricoles et alimentaires, mais les systèmes ne sont pas les mêmes. Les premiers intéressés suivent cela de près et les négociations sont très techniques. Nous craignons simplement que l'agriculture serve de monnaie d'échange – on vous achète des Airbus, vous achetez notre bœuf – et refuserons qu'elle soit sacrifiée. Au niveau mondial, ce n'est pas simple! Actuellement, la Chine achète des terres en Afrique ou en Nouvelle-Zélande pour nourrir sa population et vient d'investir 90 millions d'euros en Bretagne pour la fabrication de poudre de lait. Les enjeux sont nombreux et il y a du monde à nourrir, mais on ne doit pas confondre marché agricole avec marché industriel.

Quelle est la part de l'agriculture et des industries alimentaires dans l'activité économique française ?

L'agriculture est le fleuron de l'économie française. Elle a généré en 2013 12 milliards d'euros d'excédent après avoir nourri les Français, c'est l'équivalent de 153 Rafales! Mais elle souffre d'un manque d'harmonisation sociale européenne, c'est une grosse lacune. Par exemple, dans la production de lait, porc ou volaille, l'Allemagne paie une main d'œuvre venue d'Europe de l'est aux conditions du pays d'origine. De ce point de vue, l'Europe a grandi trop vite.

Les consommateurs ont-ils conscience de vos difficultés ?

Oui, leurs comportements évoluent et pour preuve, ils sont en attente de proximité et de qualité. Les Français reconnaissent davantage l'utilité première de l'agriculture, qui est celle de nourrir, mais aussi sa participation dans leur cadre de vie, leurs paysages, le tourisme. En Midi-Pyrénées, l'agriculture représente 100 000 emplois, le double des secteurs de l'aéronautique ou du tourisme.

La PAC vise à mieux soutenir l'élevage et l'installation des jeunes. Pour ces derniers, 100 millions d'euros seront distribués sur la période 2014-2020. Ces mesures sont-elles suffisantes ?

Pour l'élevage, c'est une réalité en marche depuis 2 ou 3 ans. Pour le reste, j'espère que la bonification à l'installation des jeunes aura son effet. Leurs initiatives sont foisonnantes, avec une véritable démarche d'entrepreneurs qui amènent leurs produits jusqu'au bout. Mais sur les zones d'élevage et de montagne, ils doivent être mieux soutenus.

Les défenseurs de la PAC affirment que depuis sa mise en place, la part des dépenses d'alimentation des ménages aurait diminué, passant de 21,5 à 13,4% ...

C'est tout à fait vrai, mais il faut savoir que le produit agricole brut ne représente que 4% du prix final... le reste, c'est le coût de l'emballage, du marketing et de la commercialisation. Aujourd'hui, un pot de yaourt coûte plus cher que le lait qu'il contient!

La moitié des subventions européennes est concentrée sur moins de 10% des bénéficiaires et les grandes exploitations restent ultra-favorisées...

La réorientation de la PAC tend à corriger cela mais elle doit encore travailler sur la définition de l'actif agricole. L'Europe devra faire la différence entre l'agriculteur et l'investisseur, afin que son soutien aille aux agriculteurs, dont certains sont obligés de cumuler deux activités pour vivre, et non au bijoutier allemand qui investit dans une exploitation dans une démarche capitaliste.

Samuel Marguet et Michel Bibrion, paysans en piémont pyrénéen (65)

Factotum: Vous vous dites paysans, et non agriculteurs. Quelle est la différence ?

Samuel Marguet: Il existe en effet plusieurs termes – paysans, agriculteurs et chefs d'exploitation – dont le statut dépend de la MSA, la protection sociale du monde agricole, selon certains critères. Parmi ces critères, la surface minimum à l'installation,

qui change avec la prochaine PAC. Le paysan affirme une volonté de produire et d'entretenir, avec la particularité et la difficulté de travailler contre et avec la nature.

Michel Bibrion: Nous revendiquons le mot paysan, qui vient de pays. Cette définition ancre notre activité au sol.

La PAC 2014-2020 est-elle favorable aux éleveurs ?

Samuel Marguet: dans le cadre de la PAC, l'ICHN (Indemnité Compensatoire de Handicaps Naturels) est revalorisée de 14% et l'uniformisation des DPU (Droit à Paiement Unique), détenus majoritairement par les céréaliers, se basera désormais sur une valeur moyenne uniforme pour tous les agriculteurs, ce qui répartit les aides de façon plus juste. Il faut savoir que 80% des subventions européennes vont à 20% des agriculteurs. La Confédération paysanne milite pour stopper les aides à la surface, qui favorisent les plus gros, et pour les orienter vers l'actif... mais nous ne sommes pas entendus.

L'une des mesures phares de la nouvelle PAC est le verdissement des subventions. Quelles conséquences sur les exploitations ?

Pour nous, presque aucune. L'idée était d'encourager les pratiques «vertes» (maintien des couvertures végétales durant l'hiver, rotation des cultures...), mais le rouleau compresseur FNSEA est passé par là. Finalement, une même culture ne doit pas dépasser 85% de la surface totale, ce qui est très proche de la monoculture. C'est ce genre de passe-droit que des lobbyings agricoles tels que l'Association Générale des Producteurs de Maïs impose. Pour la première fois, les sous sont mis sur les premiers hectares; ça va dans le bon sens, mais ça pourrait être mieux. L'Europe est un peu comme nos politiques actuelles, mous du genou. Ce sont finalement les États qui décident, l'Europe manque encore d'un fonctionnement fort. Avec ce double jeu, les gens n'y croient plus.

Dès sa mise en place en 1962, la PAC avait pour objectif principal de garantir l'autosuffisance alimentaire européenne. L'Europe se classe au premier rang des exportations de produits agricoles et alimentaires (deuxième rang hors UE), mais elle est aussi importatrice de ces mêmes produits. Comment expliquer ce paradoxe ?

L'Europe est en effet arrivée à l'autosuffisance dès les années 70, mais au lieu d'arrêter là et de changer de politique agricole, elle a continué sur sa lancée, stocké des tonnes de produits et bradés ses excédents alimentaires. Les échanges commerciaux – par exemple des protéines contre des céréales – sont dictés par l'OMC et c'est catastrophique. Le levier du commerce international est le prix du pétrole, et nous revendiquons sa hausse, afin d'éviter toutes les aberrations que nous connaissons.

Avez-vous le sentiment que la société française reconnaisse vos difficultés ?

Michel Bibrion: De nombreux citoyens s'interrogent en effet sur le montant des subventions, certains touchent dans la vallée jusqu'à 90 000 euros. Cela suppose énormément de pédagogie et dès qu'on explique le pourquoi du comment, ça se passe très bien. Après 35 ans de carrière, je touche tout juste un smic horaire, subventions comprises. Il faut dire aux citoyens que la PAC a été mise en place à un moment donné, pour réduire la part des dépenses alimentaires. Cette politique avait pour but délibéré d'inciter à consommer ailleurs: TV, machines à laver, etc...

Samuel Marguet: Nous avons un très bon rapport avec les citoyens et globalement, l'agriculture à coup de pesticides ne leur plaît pas. La vente directe nous permet de les rencontrer et d'en discuter.



La PAC vise à mieux soutenir l'installation des jeunes. Pour ces derniers, 100 millions d'euros seront distribués sur la période 2014-2020. Cette mesure vous semble-t-elle suffisante ?

Une fois encore, la France n'a pas saisi l'occasion et a opté pour une réforme de la PAC a minima, la bonification de l'aide à l'installation est anecdotique. Dans le département, 70 personnes s'installent chaque année – dont 32 avec la dotation jeunes agriculteurs – pour 250 fermes qui disparaissent. Le problème majeur est le foncier, car il y a un blocage du monde paysan, qui favorise l'agrandissement. Le prix de la terre agricole a augmenté avec l'augmentation des céréales et en zone de montagne, avec la double utilisation des granges foraines en résidences secondaires.

Irez-vous voter dimanche 25 mai ?

Samuel Marguet: Oui, non parce que je suis paysan, mais parce que je suis citoyen. Depuis la création de l'Union européenne, des politiques se sont dégagées et doivent être menées à bien, nous sommes favorables à la PAC. La population française compte 2 ou 3% de paysans et doit maintenir le lien avec son alimentation. Une société qui ne s'occupe pas de son alimentation, c'est une société qui va à la dérive.

Propos recueillis par Florence Vergély

La PAC, qu'est-ce que c'est ?

Vicime de son succès, la PAC a connu de nombreuses réorientations visant à corriger ses excès productivistes et ses effets néfastes sur l'environnement, mais aussi à limiter ses coûts et à prendre en compte les revendications des autres pays du globe. La nouvelle PAC «plus juste, plus équitable, plus verte et plus transparente», telle que

souhaitée par la Commission européenne il y a 3 ans, entrera en vigueur le 1er janvier 2015, après validation courant 2014 des choix nationaux.

Une fois la PAC discutée et définie au niveau européen, chaque État membre se voit allouer une enveloppe budgétaire pour une durée de 7 ans – la PAC représente 100 euros par an et par citoyen, 40% du budget de l'Europe, soit 363 milliards d'euros pour la période 2014-2020. Les aides dites du premier pilier sont directement

versées aux paysans en fonction du nombre d'animaux ou d'hectares sur lesquels ils travaillent. Ainsi, 85% de ces aides sont versées à l'hectare et sans rapport avec ce qui est produit – plus un paysan a de la surface, plus il reçoit d'aides – et 15% des aides sont liées au type de productions cultivées ou d'animaux élevés. Les aides du second pilier sont consacrées au développement rural.

Source Confédération paysanne et www.enviedepaysan.fr

LOC

PYRÉNÉES FESTIVAL

4 & 5 JUILLET 2014
BORDES . 64 . BÉARN

KY MANI MARLEY
FÉFÉ . AS DE TRÉFLE
TWINKLE BROTHERS
FÉLOCHE . VANUPIÉ . KWES
DÉ'CLIQUE . BATUC'A'MUSES

plus d'infos sur : www.pyrenefestival.fr

5 PASS 2 JOURS À GAGNER EN APPELANT LE 06 60 43 19 42 !

24#
FESTIVAL D'ALTITUDE
JAZZ A LUZ
11 12 13 14 JUILLET 2014

LUZ-SAINT-SAUVEUR
HAUTES-PYRÉNÉES
www.jazzaluz.com

HESTIV'OC

PAU BÉARN

21-24 AOÛT
Festival des musiques et cultures du Sud

CONCERTS
MUSIQUES
PANGA
TEATRE
CANTA
CINEMA
VILATGE GORMAND
ESPORT
JOCES

Papet J et le 149 Band,
Els Catarres,
Pirat's Sound Sistema,
Niko Etxart eta Hoppo Hoppo,
Biella Nuei,
Lhi Balós,
L'Art à Tatouille,
Goulamas'K...

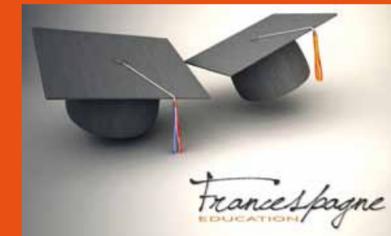
10^{ème} édition OCCITANA
Tot a gratis!

10^{ème} édition | www.hestivoc.com

REGION AUQUITAINE
NIP
INSTITUT
PPP

ACCENTS DU SUD

Etudier en Espagne



Et si l'envie de partir étudier à l'étranger devenait réalité ? C'est à cette question que Nathalie Sanchez tente de répondre depuis quelques mois en faisant office de guide pour ceux qui souhaitent devenir dentistes, kiné, vétérinaire, infirmière, audioprothésiste, podologue, entre autres, et qui voient leur avenir particulièrement obstrué en France avec des numerus clausus implacables.

Connaissant parfaitement les universités ibériques, elle propose un conseil et un accompagnement gratuit et personnalisé qui peut s'avérer précieux au moment où l'on réfléchit à son orientation.

Contact : Nathalie Sanchez

FrancEspagne Education
04 avenue François Faurie
64100 Bayonne

Tél : 0033 6 44 05 61 61
/ 0034 666 857 327

www.francespaigne-education.net

ECOTOURISME VOS NUITS SONT PLUS BELLES QUE VOS JOURS



Le Pic du Midi de Bigorre vient d'annoncer pour 2015 la rénovation de l'Hôtellerie des Laquets, située 200 mètres en contrebas de l'observatoire. L'occasion de revenir sur l'histoire d'un grand site et l'audace de ses hommes.

L'histoire de l'observatoire du Pic du midi est jalonnée d'incertitudes et de bourrasques, de rêves d'expansion au bénéfice d'une science moderne et curieuse du tout. Elle est la fille du Siècle des Lumières. Ses pionniers avaient plusieurs défis à relever, et non des moindres: un climat hostile et des finances soumises à l'ampleur du projet. Les hommes ont changé, les défis sont les mêmes.

«La première pierre du premier bâtiment fut posée le 20 juillet 1878. L'idée de sa construction avait été lancée dans le milieu du 19ème siècle par le docteur Costallat, puis reprise par la Société Ramond. La construction de l'observatoire se termina en 1881 et faute de ressources nécessaires, les fondateurs durent en faire don à l'Etat.» (La Revue pyrénéenne). Cent vingt ans plus tard, et ce malgré un essor scientifique considérable – premières observations mondiales de la couronne solaire grâce au coronographe de Bernard Lyot en 1930, premières études des rayons cosmiques, cartographie détaillée de la surface lunaire – on parle d'arrêter toute activité scientifique en 1998. Le Pic coûte trop cher à l'Institut National des Sciences de l'Univers, dont dépend l'observatoire. «Le Projet Pic 2000, proposé par la communauté scientifique de l'observatoire, devrait prolonger l'activité scientifique et entend, pour réduire les charges publiques, ouvrir plus et mieux le site aux touristes. Charge reste aux hommes du terrain et à l'Etat de réussir la difficile union de la science et du tourisme de masse.» (Philippe Terrance-Pyrénées Magazine). A l'issue d'une phase de concertation, le Conseil général des Hautes-Pyrénées, la Région Midi-Pyrénées et les communes avoisinantes décident de créer un Syndicat mixte pour la valorisation du Pic du midi. Pour un investissement de plus de 38 millions d'euros, le navire est renfloué, au prix d'un inévitable développement économique, dans une déclinaison vertigineuse de classements et produits touristiques phares. Et si la récente et poétique labellisation de Réserve Internationale de Ciel Etoilé laisse présager un intérêt économique et touristique certain, elle encourage d'ores et déjà 251 communes à repenser leur éclairage dans un souci environnemental. Une situation unique en Europe.

L'histoire du Pic est aussi celle de l'astronomie moderne

Derniers projets en date, l'inscription du Pic du midi au Patrimoine de l'humanité par l'Unesco, «une démarche longue et coûteuse, mais qui donnerait au Pic une visibilité internationale» et la rénovation de l'Hôtellerie des Laquets en hébergement de haute montagne de qualité, reliée aux terrasses de l'observatoire par un téléphérique et proposant des prestations hôtelières complémentaires. En mars, le Comité syndical du Pic du midi a donné son accord sur son positionnement et son financement et les travaux devraient débuter en été 2015. Ils constituent, en dehors de l'aspect commercial, une véritable aubaine pour sauver de la ruine un pan du patrimoine.

Le Pic du midi a conquis son espace à coût de folies, devenant au fil du temps une ville autonome à 2877 mètres d'altitude – 4,5 kilomètres de couloirs pour 10 000 m2 de plancher bâti sur 7 niveaux - une entreprise qui emploie plus de cinquante personnes hors personnel scientifique, une destination à elle seule. Le fleuron bigourdan est le symbole des tous les investissements et de l'acharnement humain, tenant à l'indescriptible attachement des populations locales et de leurs développeurs, qui entretiennent une relation particulière avec «leur»Pic. Et si la commercialisation du Pic est nécessaire à la pérennité de ses activités, elle n'altère pas sa raison d'être: la soif de connaissance pour un ciel qui délivre l'origine de la vie... Ici la nuit ne tombe pas, elle s'ouvre.

Florence Vergély

UN CUISINIER sous les étoiles

Malgré des conditions insulaires, les hommes qui ont travaillé au Pic parlent avec affection d'une expérience unique. Aujourd'hui retraité et président de l'Amicale des Anciens du Pic, Jean-Marc Gracianet était cuisinier à l'observatoire, de 1963 à 2000. A peine libéré de ses obligations militaires, il a quitté un navire pour rejoindre le vaisseau. Il était embauché pour la durée d'une saison, il en a fait 37...

Factotum: Jean-Marc Gracianet, vous avez travaillé à l'observatoire du Pic du midi à une époque extrêmement riche d'un point de vue scientifique...

Jean-Marc Gracianet: Oui, car les clichés de la surface lunaire pour la première mission Apollo furent pris grâce au télescope Gentilly. C'était aussi l'époque des prémices du laser pour calculer la distance de la Terre à la Lune. J'ai de nombreuses anecdotes partagées avec les différents chercheurs français, anglais ou américains qui fréquentaient le Pic. Ce fut une expérience très riche.

On imagine des conditions de travail très particulières. Les contraintes étaient-elles pesantes ?

Non, car il y avait une profonde amitié entre les différents services et un très bon esprit de camaraderie. J'assurais parfois le service 24 heures sur 24, notamment au moment de la construction de la coupole Baillaud. Mais tout le monde donnait la main, j'ai vu ainsi un prix Nobel de physique remettre de l'eau dans les citernes! En 1963, nous restions 15 jours «en haut» pour 15 jours en bas, évoluant de 8 jours à 8 jours, puis de 15 jours à 8 jours. Les conditions météo étaient parfois extrêmes et j'ai connu jusqu'à trois semaines de blocage, avec les difficultés d'approvisionnement et de confinement qui vont avec. Il n'y avait pas de congélateur, et les moyens hélicoptères étaient limités. La cuisine était le point central pour partager les bons moments, comme les plus pénibles.

L'annonce de rénovation des Laquets vous fait-elle plaisir ?

Oui, nous y avons vécu d'excellents moments. On allait y boire un verre ou chanter, les Laquets faisaient partie du Pic. Nous vivions ensemble les difficultés d'accès, comme en ce jour du centième anniversaire de l'observatoire, en 1978, où la route fut dégagée jusqu'aux Laquets, le 22 juillet à 22:30, quelques heures avant la visite de la ministre des Universités Alice Saunier-Seïté. Le développement du Pic se déroule en trois volets: l'époque des porteurs, des hommes humbles et courageux et dont on ne parle pas assez, puis la mise en service du premier téléphérique en 1952 et l'essor formidable de l'observatoire sous l'impulsion de son directeur Jean Rösch. Aujourd'hui, le Pic écrit une nouvelle page de son histoire et nous sommes tous ravis qu'il vive. C'est une entité formidable, que nous avons toujours plaisir à retrouver.

PIC DU MIDI de Bigorre – Hautes-Pyrénées

Journées, soirées et nuits au sommet, espace muséographique, descentes freeride et VTT, animations astronomiques, séminaires.

Départ en téléphérique depuis La Mongie – Accès depuis Bagnères de Bigorre ou Lourdes, Luz Saint-Sauveur, Barèges et Col du Tourmalet.

www.picdumidi.com // www.n-py.com



CULTURE TRAVERSE L'ÉTONNANTE



En allant chercher les projets artistiques, Traverse construit des passerelles entre la création contemporaine et l'espace rural, un dialogue entre artistes et public, oeuvres et paysage. L'association a ouvert la saison et nous invite à partager sa Part de l'ombre.

J'ai rencontré Traverse au bout d'une route, (au détour d'un chemin?), un soir de mars. Des comédiens avaient occupé l'espace, libérant le public du convenu, du déjà vu. Traverse n'accepte pas le confortable et quand on emboîte le pas, on revient différent.

Traverse acceptera toujours la part de risque et compose avec le paysage. Elle invite les artistes dans sa vallée, la rue, les granges, un café, une forêt, «des espace atypiques pour innover en se réadaptant, s'extraire du quotidien et réfléchir ensemble». Depuis 8 ans, Traverse éclaire nos regards par sa perception démocratique du spectacle vivant, en dégageant la création contemporaine de son appropriation intellectuelle et urbaine. Et à ce jour en Haut-Adour, 120 adhérents participent ou ne font que passer, donnent le mot, le ton.

Aujourd'hui, je retrouve Traverse au marché de Bagnères. L'association présente une partie de sa programmation, résultat d'une recherche insatiable, de par les scènes, les festivals: «Sans lieu fixe, nous avons appris à cheminer en marge des systèmes institués et institutionnalisés. Nous avons fait le choix des traverses, préférant la pénombre et l'inconnu aux scènes déjà placées sous le feu des projecteurs.» Et en 2014, Traverse aborde la Part de l'ombre, ligne artistique d'une programmation qui sera - sans l'ombre d'un doute – surprenante et pourtant conviviale: «Nos propositions ne sont pas intellectuelles, c'est une image que nous voulons casser!» précise Mathieu Cassan, président de l'association. «Mais la création contemporaine n'est pas réservée aux métropoles, à nous de créer les bonnes conditions pour donner envie au public de découvrir, de se laisser surprendre.»

Réinventer le lieu, provoquer une rencontre

Alors son jeu bouscule les habitudes et s'adapte au milieu, réalisant de vrais petits miracles, ouvrant les portes d'un univers qui n'aime pas les clichés. Sa recherche est sincère, parfois déroutante, souvent bouleversante. «Pour cet automne, nous allons mettre en place une résidence avec de jeunes photographes, nous aimerions poursuivre notre partenariat avec Escapes d'automne, en invitant des conteurs à domicile, et organiser un événement en extérieur. Une «Nuit la plus longue» en décembre (projection de court métrages dans des lieux «éclatés») est en préparation», précise Damien Provendier, secrétaire trésorier de Traverse. «Les partenaires nous suivent et nos finances sont équilibrées, mais la prudence est de mise, il n'y a aucune certitude.»

C'est en effet dans l'ombre des forêts que j'ai rencontré Traverse, à la veille du printemps. C'est dans l'ombre que l'étonnant devient pépète. Cassant tous les schémas, à commencer par celui qui considère que l'art est une question de goût, de rang et de milieu, Traverse compose avec son public un espace d'expression. Sa raison d'être est poésie.

Florence Vergély

TRAVERSE, l'association

Située dans les Hautes-Pyrénées, Traverse propose une programmation artistique originale et nomade. En investissant le quotidien des habitants d'une vallée, l'association propose une inscription sensible et poétique dans le territoire, en créant avant tout des instants de convivialité et de rencontre et en offrant une alternative aux lieux de diffusion institutionnalisés.

Traverse est soutenue par l'Europe (programme Leader), le Conseil régional Midi-Pyrénées, le Conseil général des Hautes-Pyrénées, La Communauté de communes de Haute Bigorre, les communes de Bagnères de Bigorre, Campan, Beaudéan et Gerde, l'Auberge de Beyrède, Obatala.

Traverse - 7, rue Nansouty à Bagnères de Bigorre (Hautes-Pyrénées)

06.64.31.25.76 - contact.traverse@gmail.com - www.traverselesite.com

TRAVERSE 2014 La part de l'ombre

Samedi 19 avril – Veillée # 1 - Restaurant la Courte Echelle à Bagnères de Bigorre

Atelier à 17:30 et veillée-repas à 20:30 autour du Soundpainting, avec Eric Chafer

Le soundpainting est un langage gestuel artistique multidisciplinaire. Pendant une performance, le chef d'orchestre, ou soundpainter, propose un ensemble de signes aux participants et utilise les réponses (vocales, instrumentales...) de ces derniers pour donner forme à sa composition en temps réel. Ce moyen de communication ludique permet à chacun de participer, tous niveaux et pratiques artistiques confondus. Un atelier-apéro permettra de vous familiariser avec ce monde des signes afin de participer plus activement aux différentes performances. La soirée se poursuivra autour d'un repas émaillé de plusieurs interventions créatives, auxquelles chacun pourra apporter sa contribution. N'hésitez pas à vous procurer instruments, textes et autres objets sonores de votre choix.

Tarif 20 euros / 15 euros adhérents (prix unique comprenant l'atelier-veillée et le repas).

Samedi 24 mai à 19:00 – Salle des fêtes de Campan

Veillée-repas + Concert-bal- Tarentelle avec Enza Pagliara

C'est avec un immense plaisir que Traverse accueille Enza Pagliara, chanteuse de tarentelle italienne, qui sera accompagnée par deux musiciens pour nous offrir un concert dansant. La tarentelle, forme musicale traditionnelle des Pouilles, s'accompagne d'une danse particulièrement entraînante. Elle était jouée au cours de cérémonies qui pouvaient durer des journées entières, afin de guérir ceux qu'on croyait victimes de morsure d'une araignée. Enza Pagliara est interviewée dans le dernier spectacle de GdRA, Sujets. Elle y raconte les piqûres qu'une araignée faisait aux malades de l'âme. Sujets écrit une fiction autour de la personne fragile et soignée, nourrie d'enquêtes scientifiques et de terrain auprès de psychiatres et malades. Autant de portraits qui éclairent les questions mêlées de la personne, de la norme, du soin et du sujet (ce spectacle est joué le 23 mai au Parvis). Traverse profite de la venue du collectif dans le département pour créer une veillée autour de ces questions fondamentales. Les membres du collectif seront présents pour une rencontre discussion autour d'un repas, puis la place sera faite aux musiciens et à la danse.

Les autres rendez-vous : résidence d'artiste en septembre et vernissage le samedi 27, en octobre, création-déambulation en forêt, concert en novembre, Festival du jour le plus long le 21 décembre- Nuit du court-métrage – auquel Traverse s'associe avec la diffusion de courts-métrages en différents lieux (chez l'habitant, dans des cafés) ... une pérégrination avec des pauses thématiques.

RÉSIDENCE ARTISTIQUE pour photographe, envoyez votre candidature!

Traverse propose à un photographe une résidence de 3 semaines (consécutives ou non) en septembre 2014. En effet, suite au succès de ses deux précédents marathons-photographiques, l'association souhaite réaliser l'événement en biennale, en proposant en alternance à un artiste de porter un regard sur le territoire. Au minimum, une vingtaine de clichés sont attendus en fin de résidence, suivant le fil rouge La Part de l'ombre, laquelle se soldera par leur accrochage sur les murs de la ville. La résidence s'adresse à des artistes cherchant à développer une proposition artistique en lien avec le territoire (Bagnères de Bigorre et Haut-Adour), les projets peuvent être transdisciplinaires et proposés en collaboration avec d'autres artistes. Sur place, l'équipe développe un réseau de personnes et structures ressources, qui permettront au projet artistique de s'inscrire dans le contexte local. L'objectif est de faciliter l'intégration, la réalisation et la diffusion des oeuvres produites en résidence, en fonction des besoins échangés avec l'artiste. La résidence se déroule courant septembre 2014 dans la ville de Bagnères de Bigorre – Hautes-Pyrénées – mais le terrain de jeu peut s'étendre aux vallées adjacentes. Le 27 septembre, les oeuvres réalisées en résidence seront accrochées sur les murs de la ville et feront l'objet d'un vernissage.

Dépôt des candidatures, cadre de la résidence, objectifs, moyens mis à disposition et cadre juridique sur www.traverselesite.com



INTERVIEW JULIE BERTUCELLI LA CAMÉRA POUR TÉMOIN

Quelques jours après la sortie nationale de *La Cour de Babel*, Julie Bertucelli était au Parvis pour présenter son film. Anabelle et Caroline ont rencontré une femme disponible, dont le regard particulier n'a de cesse de raconter les autres, leur exil, leurs espoirs.



Elle n'a pas arrêté de la journée, enchaînant les projections, l'accueil des jeunes et de leurs profs.

Dans quelques minutes, elle rencontrera un autre public, mais sa course n'altère en rien une impatience de témoigner de ce qu'elle a vécu, pendant un an, avec la vingtaine d'adolescents d'une classe d'accueil dans un collège parisien. Aujourd'hui, l'interview est menée par Anabelle et Caroline, toutes les deux lycéennes à Bagnères et présentant l'option audiovisuel au bac. Les réponses de Julie confirment ce qu'on savait déjà: c'est une femme à l'écoute de son temps, qui puise l'inspiration dans le monde qui l'entoure.

Anabelle: Combien de temps avez-vous eu pour réaliser *La Cour de Babel* ?

Julie Bertucelli: Faire un film prend du temps... L'idée m'est venue en juin 2011, en rencontrant Brigitte Cervoni, enseignante en classe d'accueil - une prof formidable - au cours d'un festival du film scolaire, dont j'étais la présidente. J'ai découvert le dispositif des classes d'accueil et j'ai eu très envie de passer une année scolaire avec des enfants représentant 25 pays différents, le monde entier dans une seule classe! En septembre, j'ai fait le repérage, rencontré les jeunes, reçu l'autorisation de leurs parents pour filmer. J'ai commencé le montage avant la fin du tournage, qui a duré 8 mois. Ensuite, il a fallu trouver l'argent... le financement a été refusé par toutes les chaînes de TV et c'est Pyramide qui a coproduit le film pour sa sortie en salles - il passera sur Arte dans deux ans. Enfin, il a fallu décider du bon moment pour sa sortie et à présent, je l'accompagne partout en France pour le présenter au public. Le temps du documentaire est très précieux. Je suis allée deux fois par semaine dans cette classe d'accueil pour le tournage, j'ai laissé les choses venir, c'est un regard particulier. Je ne voulais pas faire un film informatif, mais laisser au spectateur toute liberté de l'interpréter.

Caroline: Comment êtes-vous devenue réalisatrice?

Il n'y a pas de parcours type, mais des manières différentes de réussir à vivre de sa passion... je n'ai jamais fait d'école de cinéma! J'avais la chance d'avoir un père réalisateur, j'avais forcément un pied dedans et je voyais beaucoup de films. Je n'étais pas non plus dans le fantasme total, car en accompagnant mon père sur certains tournages, je me suis rendue compte que c'était un métier très prenant. J'adorais la philo et cette réflexion me nourrissait. J'ai fait hypokhâgne et khâgne et obtenu une maîtrise de philosophie... des études difficiles, mais qui m'ont appris à travailler, à gagner en efficacité. Je ne suis pas passée par la grande porte d'une école de cinéma et j'avais envie de travailler. J'ai fait des stages, des choses très différentes, et suis devenue assistante à la réalisation auprès de gens formidables: Otar Iosseliani, Bertrand Tavernier, Krzysztof Kielowski... J'ai découvert le documentaire, redécouvert le monde, j'étais jeune et curieuse. J'ai commencé à gagner ma vie avec les documentaires et j'ai réalisé ma première fiction, qui est davantage de l'ordre de l'intime et du vécu personnel. Il n'y a pas de parcours clairement défini; que l'on soit réalisateur, comédien, écrivain, monteur ou journaliste... le tout est de trouver son moyen d'expression.

Comment expliquer le succès de *La Cour de Babel* ?

Je ne sais pas... le film est peut-être sorti au bon moment, c'est un sujet qui touche dans un contexte social particulier et de discours nauséabonds sur l'immigration. Peut-être aussi parce que *La Cour de Babel* est un film engagé, mais qui laisse vivre les sentiments. Il offre un autre regard sur l'école et ses enseignants. L'Education nationale a ses limites mais ce dispositif doit être préservé, car il met en valeur les différences.

Quels conseils nous donnez-vous pour réussir nos études dans le cinéma ?

N'essayez pas de faire comme les autres, soyez vous-mêmes. Suivez vos intuitions et écoutez les conseils quand ils vous semblent judicieux. Faites des choix qui vous ressemblent, soyez cohérentes avec vous-mêmes. Ensuite, soyez curieuses: allez au cinéma, au théâtre, allez voir des expos, laissez-vous le temps d'aiguiser votre regard, au lieu de vous laisser submerger par des modèles imposés.

26^{èmes} RENCONTRES LYCÉENNES DE VIDÉO, du jeudi 29 au vendredi 31 mai

Comme chaque année, l'Association des Rencontres Lycéennes de Vidéo réunira pour le week-end de l'ascension à Bagnères de Bigorre (Hautes-Pyrénées) quelques 400 jeunes lycéens, accompagnateurs et vidéastes amateurs venus de toute la France et d'ailleurs (cette année, une délégation du Burkina Faso est accueillie grâce au financement des RLV). Tout est mis en oeuvre pour organiser de véritables rencontres autour de films de 6,30 minutes, tous réalisés sur la base d'un thème commun - cette année, le Défi.



Jeudi 29 mai

09:30: Ouverture de la manifestation
10:30: Films en compétition
14:00: Ateliers audiovisuels
17:15: Le court des grands
21:00: Films en compétition

Vendredi 30 mai

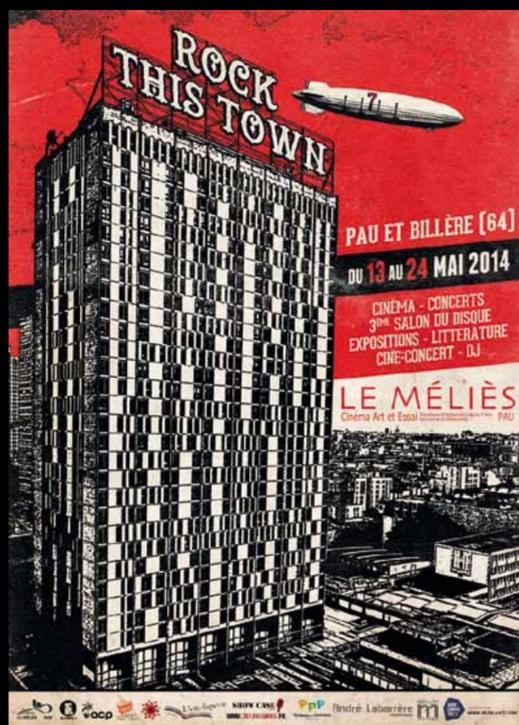
10:00: Films en compétition
14:00: Ateliers audiovisuels
17:15: Films en compétition
20:30: Espace documentaire «Les Messagers» (documentaire-France-2013-1h16). Projection suivie d'une rencontre avec la réalisatrice Laetitia Tura

Samedi 31 mai

10:00: Eloge de la forme courte (rencontre débat animée par Cornel Georgitas et Fred Joyeux, cinéastes)
20:30: Soirée de clôture avec projection des films primés, remise des prix

26^{èmes} Rencontres Lycéennes de Vidéo
29,30 et 31 mai 2014 à Bagnères de Bigorre -65
Haile aux grains, entrée libre - Ouvert au public

<http://www.rlv65.fr/spip.php?article50>



Salon Studyrama

APRÈS-BAC

Sous le haut patronage du



MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Où s'inscrire ?

Avec ou sans le Bac | Après un Bac +1/+2



BORDEAUX

Centre des Congrès | Cité mondiale



TOULOUSE

Espaces Vanel | Dernier étage de l'Arche Marengo

5 juillet

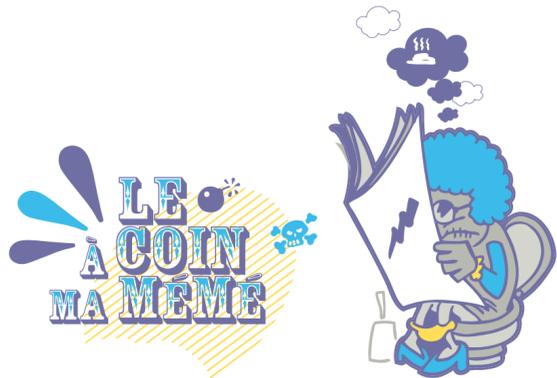
9h30 | 17h30

INVITATION GRATUITE STUDYRAMA.COM

FACTOTUM

maPaule.com

Bankexam.fr



A L'ÉCOUTE DE LA SOUFFRANCE

Couvrant les départements du Gers et des Hautes-Pyrénées, ALMA 65 est à l'écoute de la maltraitance envers les personnes âgées et personnes handicapées et lutte contre un tabou profondément enraciné, qui relève de l'intimité familiale ou interpersonnelle.

La Convention internationale des Droits de l'enfant a été promulguée en novembre 1989 par l'ONU, résultat d'une mobilisation pour la défense des enfants, victimes de maltraitances et de violences de tous ordres. Si la promulgation d'un texte visant au bien-être des enfants ne signifie pas la fin des mauvais traitements, elle marque une volonté politique et indique un profond changement de mentalité. La préoccupation vis à vis de la maltraitance des personnes âgées et personnes handicapées – en institution ou dans les familles – est en revanche assez récente dans la société occidentale et revêt plusieurs visages: violence physique et psychologique, mais aussi violence financière, sexuelle, civique ou médicamenteuse, négligences actives et passives. (Source www.couplesfamilles.be).

Depuis plus de 15 ans, ALMA France (Allô Maltraitance Personnes âgées et/ou handicapées) attire l'attention des pouvoirs publics et professionnels sur une réalité à laquelle sont confrontés des individus en état de faiblesse, due à l'âge ou à la déficience. Créée en 2008 sur décision du Ministère de la santé, une plateforme nationale - 39 77 - transmet les appels vers les départements. Chaque appel est pris en compte par une équipe pluridisciplinaire de bénévoles, qui écoutent, soutiennent, conseillent et orientent les victimes d'actes maltraitants, ou les témoins.

Un appelant sur deux est la victime elle-même

Dans le département des Hautes-Pyrénées, son président Alain Peyronneau alerte sur le fait que les situations de maltraitance – selon sa définition par le conseil de l'Europe - auraient tendance à augmenter, le phénomène n'est donc pas marginal: «Le sujet est encore tabou et chaque personne confrontée à une telle situation, souvent minimisée, se pose toujours la question des conséquences d'un signalement. De plus, c'est une situation complexe, difficile à décrypter. Il ne s'agit parfois «que» d'un gros mal-être, mais selon la gravité, nous alertons le Procureur de la République, la gendarmerie ou le SAMU». La maltraitance physique n'est pas la plus fréquente. En revanche, la violence financière s'est amplifiée avec des composantes sociales qui se dégradent. Parfois, la victime demande juste un peu d'écoute, dans la confidentialité et l'anonymat, garantis par ALMA. C'est un travail de longue haleine, basé sur la confiance en l'écouter et sur la nécessaire complémentarité entre tous les acteurs particuliers, associatifs et institutionnels: «Nous ne sommes ni les forces de l'ordre, ni la justice. Sur certaines situations, il s'agit juste de ne pas laisser la personne seule avec cette souffrance, sans se substituer à la famille, parfois éloignée. Nous traitons environ 20 dossiers par an, mais ce n'est que ce qui nous parvient. Chaque situation est traitée en équipe pluridisciplinaire et nous proposons un comité technique, avec des experts financiers, du droit et de la justice, de la santé et des experts psychiatres.»

Florence Vergély



Alain Peyronneau

4 questions à Mme R., bénévole pour ALMA 65

Factotum: Mme R., depuis quand êtes-vous bénévole pour ALMA ?

Mme R.: J'ai participé à la création d'ALMA 65, en 2002. Les bénévoles proviennent d'horizons très variés, ce qui fait la richesse de notre équipe. J'interviens au niveau de l'écoute et du traitement des dossiers, au niveau de la prévention et de la formation.

Qui vous appelle ?

Toutes les catégories sociales... Nous ne prenons pas pour argent comptant tout ce que les appelants nous disent – les faits de maltraitance doivent être validés – mais nous les écoutons tous, car tous sont en souffrance. Deux personnes sont à l'écoute, qui font ensuite la synthèse de cette parole et transmettent aux bénévoles en charge du dossier. En fonction du contenu, nous orientons. Les appels sont majoritairement d'ordre financier; dans ce cas, un juriste nous apporte son éclairage. J'ai l'habitude de dire que la maltraitance est le résultat de conflits familiaux accumulés et qui, à l'occasion d'un décès, agissent comme une cocotte-minute. L'espérance de vie étant plus longue, les conflits de cohabitation augmentent. A noter aussi qu'un tiers des cas de maltraitance se déroulent en institution.

Comment définir un cas de maltraitance ?

Maltraiter, c'est ne pas prendre en considération la valeur humaine de la personne, porter atteinte à son intégrité, la maltraitance est toujours multiforme.

ALMA 65 bénéficie fort heureusement de subventions (ARS, CG 65, Mairies de Tarbes et Lourdes), mais vous manquez de bénévoles. Quelles sont les qualités requises ?

Une qualité d'écoute et une attitude empathique, de la diplomatie, de la finesse, et la capacité à ne pas se laisser envahir par ses émotions. Notre démarche de sensibilisation s'adresse également aux aidants, aux institutions et aux futurs professionnels du médico-social. La situation a évolué et des réseaux se constituent, mais il reste à faire... c'est un gros travail et la tâche est difficile, les résultats peu visibles.

ALMA 65 est composé de bénévoles :

- Des écoutants, qui recueillent les données et constituent les dossiers
- Des conseillers: professionnels, actifs ou retraités de l'action sociale ou médicale, du droit, etc..., ils traitent les dossiers et sont formés par ALMA France
- Un comité technique de pilotage rassemble des spécialistes et des représentants des principaux organismes de tutelles et d'associations. Ils interviennent comme consultants.

29^e Festival de GAVARNIE
25 juillet au 6 août - 21h -

Le Songe
d'une
Nuit d'Été
Comédie féerique de William Shakespeare

Mise en scène : Bruno Spiesser
www.festival-gavarnie.com
05 62 92 49 10

PUBLI RÉDACTIONNEL

SENIORS DÉPENDANTS PRÉSENCE VERTE, LE SERVICE QUI CHANGE LA VIE POUR MOINS D'1 €/MOIS

L'utilité et l'efficacité de ce service de téléassistance, créé par la MSA avec Groupama et les Aînés Ruraux, sont plébiscitées par les seniors isolés vivants seuls et leur famille.

Quelle est la raison d'être de Présence Verte ?

C'est pour répondre aux souhaits des personnes âgées, dépendantes, malades ou handicapées qui désirent rester le plus longtemps possible à leur domicile que Présence Verte a été créée. Tout en permettant leur maintien à domicile en toute sécurité, ce service de téléassistance rassure et sécurise leur famille.

Comment fonctionne Présence Verte ?

A son domicile, la personne seule porte sur elle, en médaillon ou en bracelet, un déclencheur d'alarme. En cas de problème (malaise, chute, sinistre...), il lui suffit d'actionner le déclencheur pour alerter une centrale d'écoute où l'opérateur réagit immédiatement. Il contacte l'abonné afin d'évaluer la situation et selon le degré d'urgence ou en absence de réponse, il active le réseau de solidarités (voisins, amis, familles) ou bien les services de secours d'urgence afin de venir en aide à la personne.

De jour comme de nuit ?

Oui car être abonné à Présence Verte c'est être protégé 24 h sur 24, 7 jours sur 7 par ce service.

" Bien vivre chez soi en sécurité ça se partage "

Présence Verte
la téléassistance dans les Landes,
les Pyrénées-Atlantiques
et les Hautes-Pyrénées

présence
verte
toujours à vos côtés

Association agréée Service à la Personne,
ouvrant droit à réduction d'impôt de 50%

Siège social à Pau. Agences à Bayonne et à Tarbes.
Tél.: 05 59 80 72 12
Fax : 05 59 80 72 93
E-Mail: sudouest@presenceverte.fr
Contactez nous pour plus de renseignements

POUR EN SAVOIR PLUS :

Le coût de l'abonnement peut être supporté par des aides des caisses de retraite telle que la MSA, le RSI, la CARSAT... De plus, le service de téléassistance peut entrer dans le cadre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) et l'agrément service à la personne permet aux abonnés imposables de pouvoir déduire jusqu'à 50% du montant de leur abonnement de leurs impôts.

1^{er} ÉDITION

ASPHODÈLE
de PRINTEMPS

Salon des ALTERNATIVES ÉCOLOGIQUES
et des PRODUITS BIOLOGIQUES

7-8 JUIN 14
parc des expositions - PAU

Maillages

Échange et solidarité au cœur de la cohabitation entre les générations

Vous vous sentez parfois seul et vous éprouvez le besoin d'échanger ?
Vous souhaitez aider un jeune à poursuivre ses études ou à entrer dans la vie active ?
Vous souhaitez une présence le soir et la nuit ?
Vous êtes susceptible d'accueillir une personne (étudiante, en formation, en activité ou en recherche d'emploi) chez vous ?

Une charte des droits et des devoirs, une convention personnalisée et un suivi mensuel encadrent ce nouveau type de solidarité.

Cette cohabitation permet à un hébergeur (personne âgée ou famille) et à un hébergé de se rencontrer en vivant sous le même toit.

L'un offre le gîte, l'autre offre sa présence et peut rendre de menus services.

Maillages vous propose de partager une expérience fondée sur les relations humaines et sur les échanges non monétaires !

Association MAILLAGES
06 60 43 19 42 - associationmaillages@gmail.com

Étudiez à Saragosse (ESPAGNE)

FACULTÉ DES SCIENCES DE LA SANTÉ

- KINÉSITHÉRAPIE
- PHARMACIE
- SOINS INFIRMIERS
- SCIENCES DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE ET LE SPORT
- KINÉSITHÉRAPIE ET SCIENCES PHYSIQUES DE L'ACTIVITÉ ET DU SPORT (DOUBLÉ CURSUS)

À l'Université San Jorge, nous recevons un enseignement personnalisé et la formation est orientée vers la pratique professionnelle.

FANNY JEANNEL DABRY/GRENOBLE
ÉTUDIANTE DE KINÉSITHÉRAPIE
USJ/SARAGOSSE

Autres diplômes

FACULTÉ DES SCIENCES DE LA COMMUNICATION

- JOURNALISME
- PUBLICITÉS ET RELATIONS PUBLIQUES
- COMMUNICATION AUDIOVISUELLE
- JOURNALISME/COMMUNICATION AUDIOVISUELLE (DOUBLE CURSUS)
- TRADUCTION ET COMMUNICATION INTERCULTURELLE

ÉCOLE POLYTECHNIQUE SUPÉRIEURE

- INGÉNIERIE INFORMATIQUE
- DESIGN DE JEUX VIDÉO
- INGÉNIERIE INFORMATIQUE ET DESIGN DE JEUX VIDÉO (DOUBLE CURSUS)

ÉCOLE TECHNIQUE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE

- ARCHITECTURE

ÉCOLE DE DIRIGEANTS

- ADMINISTRATION ET DIRECTION DES ENTREPRISES
- ADMINISTRATION ET DIRECTION DES ENTREPRISES / PUBLICITÉS ET RELATIONS PUBLIQUES (DOUBLE CURSUS)



Connaître la vie
universitaire de l'USJ

www.usj.es/france

+34 902 502 622

info@usj.es

universidad
SANJORGE
GRUPO SANVALERO

